



1 — Le Conseil national extraordinaire du PSU vient de confirmer le choix de la Direction Politique Nationale pour ces élections présidentielles. Le PSU ne présentera pas de candidat et appellera à voter dès le premier tour pour François Mitterrand. Ce résultat a été acquis à une majorité nettement plus forte que ce que l'on prévoyait généralement. A ton avis, pourquoi ?

Jean Le Garrec. — Il y avait deux choix possible, et c'est vrai que, dans le Parti, le débat a été vif entre ceux qui préconisaient le soutien à la candidature unique de la gauche et ceux qui auraient préféré que le PSU fasse campagne au premier tour pour son propre candidat — qui en l'occurrence aurait pu être Charles Piaget.

Je crois que l'idée d'une candidature Piaget a paru au départ séduisante à beaucoup de nos militants : l'exemplarité de la lutte des Lip, la personnalité marquante de celui qui est apparu comme le porte-parole de cette lutte, le fait enfin qu'il est difficile pour des militants profondément engagés dans la bataille sociale et porteurs d'un projet politique radicalement nouveau comme l'est le projet de socialisme autogestionnaire, de se reconnaître en la personne de François Mitterrand, tout cela jouait a priori en faveur d'une telle candidature, autonome et significative à la fois.

Et puis le débat s'est engagé dans le Parti, dans les sections, dans les fédérations. Mais aussi à l'extérieur : dans les entreprises, les bureaux. Et, là, nos militants ont réalisé la signification qu'avait pour les travailleurs la candidature unique de la gauche, une signification qui dépasse largement la

personne de François Mitterrand. Un combat de classe s'engageait, où, pour la première fois, la gauche se battrait dans l'unité de toutes ses composantes politiques et syndicales. Et ce fait nouveau prenait une importance considérable.

Présenter une autre candidature, dans ce contexte, c'était faire le pari qu'en quinze jours de campagne nous aurions les moyens de faire comprendre à tous ces travailleurs le sens de notre démarche — et à la faire admettre, au moins par un nombre significatif d'entre eux.

Ce pari est apparu, après réflexion, comme une gageure. Ajoutons que les manœuvres et les pressions de telle ou telle composante de l'extrême gauche à l'occasion de ce débat ne faisaient rien pour éclaircir les choses.

En définitive, le Parti a tranché. Et ce choix, largement majoritaire, apparaît comme le signe même de la volonté du PSU d'assumer toutes ses responsabilités.

2 — Ce choix est en fait un autre pari : celui de la capacité du courant autogestionnaire — dont le PSU est l'expression politique principale — de se faire entendre dans un cadre unitaire où les grosses voix chanteront plutôt la chanson du Programme commun ?...

J. L.G. — L'un des arguments avancés pour le choix d'une candidature autonome était que l'absence de cette candidature reviendrait à museler le courant autogestionnaire, à le rendre muet. Comme si c'était d'abord et avant tout sur la scène électorale que ce courant pouvait s'exprimer. Or nous sommes arrivés à un tournant. Depuis plusieurs années, et en particulier depuis environ un an, le courant autogestionnaire, avec tout ce qu'il implique comme formes nouvelles de luttes, comme revendications nouvelles, comme conception de la démocratie ouvrière, etc., cette composante est singulièrement présente, active et parfois déterminante sur le terrain des luttes sociales. La confrontation avec les autres courants du mouvement ouvrier existe sur ce terrain, et le rapport de forces évolue de façon très nette. Le PSU reste un parti novateur au niveau des idées, comme il l'était à ses débuts. Mais il est devenu aussi un agent efficace de la bataille sociale, et ses militants interviennent dans tous les secteurs — dans et hors de l'entreprise.

Chaque fois qu'il est apparu nécessaire d'utiliser à plein le rôle d'amplificateur que joue une campagne électorale, nous l'avons fait. Les circonstances mêmes de la campagne actuelle : possibilités réelles de victoire, unicité de candidature à gauche, multiplicité à droite, rendaient ce choix d'une candidature-témoignage illusoire. Le risque était même grand d'obtenir l'effet inverse de celui qui était recherché, et de marginaliser, de dénaturer par un score électoral très faible, la force sociale réelle et la force politique dont le PSU et le courant autogestionnaire sont aujourd'hui l'expression.

Alors, faut-il un candidat pour pouvoir s'exprimer dans une campagne présidentielle ? Il faut un candidat pour avoir le droit d'apparaître dans la campagne télévisée officielle, c'est vrai. Mais vu le nombre de candidats déjà en lice, l'impact de cette campagne officielle risque fort d'être assez négligeable. Pour le reste, le soutien apporté à François Mitterrand n'implique en rien l'abandon de nos thèmes, de nos luttes, de nos explications propres, et nous n'avons jamais pensé à nous taire. Le Parti tout entier va devoir se mobiliser pour assurer cette présence du courant autogestionnaire, et il risque d'autant mieux de se faire entendre que notre position unitaire est absolument inattaquable.

3 — Ceux qui, dans le P SU, soutenaient le projet d'une candidature Piaget, ont reproché à la direction du Parti de négocier un tournant stratégique, d'abandonner la stratégie antérieure, telle que l'a définie le Conseil national de novembre 73. Ton opinion ?

J.L.G. — La stratégie du PSU s'ordonne autour de deux axes, d'égale importance : rechercher la réalisation de la plus large unité

populaire et à cet égard, notre proposition d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste est toujours d'actualité, nous venons de le réaffirmer. L'autre axe stratégique est le développement du courant autogestionnaire, et le renforcement de son expression politique. J'ai déjà dit que cet objectif restait essentiel à nos yeux, et que c'était précisément parce qu'il nous paraissait essentiel que nous avions refusé de l'hypothéquer dans une campagne électorale vouée à l'échec.

J'attends qu'on nous démontre où est le « tournant stratégique ».

4 — Un certain nombre de militants ont quitté le PSU à la suite du Conseil de Colombes. Est-ce le signe annonciateur de nouveaux déchirements ?

J.L.G. — Quelques militants ont en effet décidé de quitter le PSU. Ces militants refusent la décision prise de soutenir François Mitterrand, comme ils refusaient jusqu'à présent de se reconnaître dans les orientations décidées à notre Conseil de Toulouse, qui avait déterminé les grandes lignes de notre projet de socialisme autogestionnaire. En ce qui les concerne, eux, ils peuvent donc difficilement avancer l'argument de l'abandon d'une stratégie qui n'était pas la leur, ou qui l'était depuis si peu de temps (la DPN du 7 avril) qu'on peut se demander quel sérieux il faut attribuer à leurs prises de position.

Pour tous les autres, qui soutenaient sur de tout autres bases une candidature Piaget — et d'abord Piaget lui-même — ils ont fait savoir clairement, et immédiatement, qu'ils n'avaient nullement l'intention de quitter le PSU. Nous n'avons aucune raison de penser qu'ils pourraient changer d'avis.